

Er

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
2 mars 2006
N° 1918
1,22 €

**Acquittements
au procès Erignac**

J.-J. Lasserre

Sur la bonne voie

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



L'exercice solitaire du pouvoir

L en va des hommes politiques comme des généraux, ils battent parfois en retraite. La formidable mobilisation de l'opinion publique, coordonnée par l'association LEIA, a donc mis en échec le projet de 2X2 voies Pampelune-Salies de Béarn porté avec constance et vigueur depuis huit ans par Jean-Jacques Lasserre, Président du Conseil général. La transnavarraise sera «un aménagement sur place, deux fois une voie avec créneaux de dépassement et déviation des villages», a-t-il fini par annoncer mercredi 22 février. Le Pays Basque a cette capacité de mettre en œuvre, contre la volonté des pouvoirs, l'école de la langue basque, Laborantza Ganbara et de refuser une infrastructure routière lourde à dimension «internationale» pourtant décidée par deux autorités de part et d'autre de la frontière. La méthode et les efforts déployés pour rendre efficaces ces «rebellions» s'enracinent dans la terre basque et ses valeurs de solidarité. Ce sentiment identitaire, que l'on pourrait croire en décalage dans la présente société, est tout au contraire un atout pour vivre pleinement une citoyenneté debout. Le monde basque, souvent habité de scepticisme devant l'immense tâche à accomplir, doit être conscient des atouts propres à sa spécificité.

Jean-Jacques Lasserre, après quelques autres, mesure à son tour la capacité de résistance de ce pays qui le contraint à opérer un repli stratégique. Il n'en conserve pas moins toute son habileté tactique dans l'exercice quasi solitaire de son pouvoir. Huit ans durant il s'est fait le champion de la 2X2 voies sans qu'à aucun moment il n'en ait débattu au Conseil général. Il a fallu qu'il baisse pavillon pour qu'enfin son projet soit le 23 mars à l'ordre du jour du Parlement de Navarre. L'en-

jeu est pourtant coûteux: 400 millions d'euro pour le dossier abandonné et environ 250 millions pour la nouvelle formule.

Soyons cependant attentifs à ce que ce repli stratégique ne permette de rebondir sur une formule évolutive ouvrant à terme sur une voie à «grande capacité», comme l'a évoqué Alvaro Miranda, ministre navarrais aux Transports, exprimant le fond de la pensée de son chef de gouvernement Miguel Sanz. Car la Navarre, qui aspire à une ouverture directe vers l'hexagone sans passer par Euskadi, demeure l'inspiratrice et le moteur de cette affaire. De ce point de vue là, l'affirmation de J.-J. Lasserre «on n'a rien fait avec la Navarre depuis 120 ans» est irrecevable lorsqu'on se souvient que le 10 octobre 1980, à la CCI de Bayonne dans le cadre du jumelage populaire de l'association «Baiona-Iruña», Jesus Bueno, alors ministre des Transports de Navarre, et Henri Grenet, maire de Bayonne et poids lourd du Conseil général dont il deviendra le Président, lançaient le projet de la route à 2X2 voies Bayonne-Pampelune... toujours inachevée.

Tout reste encore instable. L'annonce par le Président du Conseil général d'entrer dans la phase 2 de l'étude de la Transnavarraise, s'ajoutant aux ambiguïtés du gouvernement de Navarre, font craindre le pire. Croyant avoir démobilisé une opposition qu'on a peu ménagée, il ne faudrait pas qu'au nom de la sécurité, de déviations de villages en voies de dépassement, on n'inscrive sur le terrain un possible retour à la formule que l'on a si spectaculairement abandonnée. «Il nous faudra rester très vigilants aux expropriations de terrains afin de voir s'ils acquièrent du foncier pour réaliser une 2X2 voies», prévient Jean-Michel Galant.

Enbido ! Hordago !

M US partida bat izan bazen 2X2 bidearen proiektua, LEIA eta Paueko parlamentu presidentearen arteko borrokan, erran genezake LEIAk irabazi duela, bederen lehen mantxa. Egia laguntza azkarra ukan duela LEIAk bai Baxe Nafarroako hautetsiengandik, bai eta herritarrengandik. Mobilizazioa azkar baten eraginak ondorio onak baizik ez ditu izaten ahal. Erakustea Jautto horiei herriak eta herriko hautetsiek ere beren ikusmoldea, desadostasuna erakusten ahal dutela eta horri esker fronte azkar bat eginez, proiektu batzuk baztertzen ahal direla. Noski behar dela begia xorrotx atxiki, ez dadin berriz proiektu hori beste ate batek sar eta berriz behartuak izan mobilizazioak abiatzeko. Baina, gaur erraten ahal dena borroka horren irabazteak kemena baizik ez duela ematen beste aldarrikapen batzuei lotzeko, mobilizatzeke eta tropa guziak martxan jartzeko.

Mobilizazio azkarrak aipatzerakoan, duela zenbait denbora BATERAK mobilizatu zituen milaka jende Baionako karriketan, lau aldarrikapenen inguruan. Horiatarik bat, Laborantza Ganbarak, bere bidea hartu du eta urte muga ere ospatu du ez hain aspaldi. Beste hiru aldarrikapenak, euskararen ko-ofizialtasuna, euskal departamendua eta unibertsitateak ez dute oraino aitzinamendu handirik ikusi. Azken denbora hauetan entzun edo ikusi dugu prentsaren bidez euskal departamenduko sailak, kanpaina handi bat abiatzera zuela. 46.000 izenpedura bil-

du behar dira, erran nahi baitu departamendu osoko hautetsien %10. Hor posible izanen dena, da kopuru hori bilduz eskatzen ahal dela departamenduan erreferenduma bat plantan jartzea. Izenpetuko dutenek eskatuko dute herri kontsulta baten bidez jakitea, herritarren gehien-goak zer nahi duen Euskal Departamendu bat, hala orain giren bezala gelditzea. Ideia ezin hobea, behingoz jakin dezagun zer dion herriak!

Autobide proiektua baztertua izan bada, justuki mobilizazio azkar bateri esker, LEIAk bultzaturik herritarrek eta hautetsi andana batek, bat egin du LEIAREN sostengatzeko eta Baxe Nafarroaren ingurumenaren zaintzeko. Ez ote da gauza bera egin behar Iparralde osoan, 46.000 izenpedura kanpaina hori bultzatzen dutenen inguruan? BATERAREN deia etortzen delarik, herritarrek eta hautetsi gehien-go batek duten indar eta kemen guzia epe labur batean ematea merezimendu handia izanen du. Eta nork daki ez ote dugun lagunak atzemanen Biarno eskualdean!

LEIAk eta haren inguruan bildu diren guziek enbido erran dute 2X2 bide proiektua ekartzen zuten agintari batzuei. Hordago egina izan da joan den astean bi errege zituen LEIAk eskuetan, besteek asto pare bat! LEIAk irabazi du partida hau, BATERA-k ere enbido egin dezala Pauen diren frantses ordezkariak, ikusiko nork hordago egiterakoan irabaziko duen. Enbido! 46.000 gehiago! Hordago!



Labels, logos et autres signes distinctifs...

... de la décontraction de M. Galery Gourret-Houssein, nouveau Secrétaire de la section du Parti socialiste de Biarritz. Cet ancien chef d'entreprise d'import-export de la région parisienne, ancien représentant de la République de Somalie, dit avoir choisi de venir s'installer ici pour des commodités de déplacement, la beauté du site et la gentillesse des gens. «J'avais le choix entre Cannes, La Baule, Arcachon et Biarritz, et c'est Biarritz qui a eu ma préférence». Maubeuge, Montceau-les-Mines ou Longwy l'ont échappé belle. Elles avaient pourtant de quoi satisfaire sa soif de dévouement aux affaires locales...

... pas tant que ça du nouveau dérapage du député PS et Président du conseil Régional de Languedoc-Roussillon Georges Frêche, qui a traité un groupe de harkis de «sous-hommes». Il s'est excusé mais il se trouve plutôt des excuses: «Je ne suis plus adapté au monde actuel. Un monde de faux-culs où il faut du calme et ne pas dire ce que l'on pense». Ce n'est qu'un détail, aurait dit l'autre...

... et a souri à la campagne publicitaire de la station RTL représentant sur une affiche Sarkozy et Villepin souriant côte à côte et sur une autre affiche Ségolène Royal et François Hollande avec un même slogan «RTL - Vivre ensemble». C'est beau l'amour en couple... mais à l'Élysée le lit présidentiel n'a qu'une place!

... que le gouvernement français applaudisse à l'OPA amicale de Gaz de France, dont il détient 70% des actions, sur la compagnie belge Suez pour en faire un géant de l'énergie, alors qu'il a quasiment ouvert une crise avec le gouvernement de Berlusconi qui, lui, plaçait en faveur de la compagnie italienne ENEL. Ils nous ont rejoué le sketch du patriotisme économique pour mieux privatiser Gaz de France! Pour le coq gaulois, l'Europe serait-elle une basse-cour?

... que la quatrième puissance économique mondiale se laisse surprendre comme un vulgaire pays sous-développé, incapable de prévenir ses catastrophes sanitaires: canicule d'août 2003, 15.000 morts - chikungunya à la Réunion, 77 morts et 150.000 personnes touchées par le virus. Espérons que le coq gaulois traversera sans encombre la grippe aviaire...

... et réjouit de l'expulsion vigoureuse du Vicomte Philippe de Villiers de la manifestation antiraciste de samedi à Paris suite au meurtre d'Ilan Halimi. Pourquoi cet ostracisme envers cet homme politique qui n'est pas raciste, mais simplement anti-arabe?

LE 26 janvier, Hemen a organisé une réunion-débat à Mauléon autour du dossier très substantiel réalisé par Gisèle Lougarot, sur le thème «Economie locale et identité culturelle». Soit dit en passant, je conseille à tous les lecteurs d'Enbata de se



procurer ce dossier à Megadenda ou à Hemen et de s'y plonger, car il rassemble beaucoup de points de vue et de réflexions qui méritaient d'être repris, analysés, confrontés et utilisés en vue de prendre des décisions.

Utiliser l'image du Pays Basque

Plus précisément, il s'agissait ce jour-là, de débattre de l'intérêt que pourrait présenter une marque qui ferait référence, d'une manière ou d'une autre, au fait que les produits ou services concernés ont été fabriqués ou rendus en Pays Basque, avec un cahier des charges dont chacun ou chacune pourrait prendre connaissance. Quelque chose de type de la marque «Produit en Bretagne» ou du type «Eusko Labela» qu'il existe en Pays Basque Sud pour certains produits agroalimentaires, mais pas forcément identique à ces deux exemples. Quels sont les enjeux et les difficultés d'une telle démarche qui utiliserait l'image du Pays Basque et devrait donc interpeller tous ceux qui vivent dans ce pays? En ce qui concerne les entrepreneurs, artisans, industriels, prestataires de services, agriculteurs, il semble évident que

Chantal Torre

ce que l'on peut appeler provisoirement, pour les besoins de la réflexion, une «marque Pays Basque», serait un signe distinctif intéressant dans le contexte actuel de mondialisation et de concurrence exacerbée. Une marque qui correspond à un cahier des charges avec des exigences à débattre et à préciser, pour ce qui est de l'origine des matières premières, du lieu de fabrication, des méthodes de production, du soutien de l'entreprise à la langue et à la culture basque (à travers, notamment mais pas seulement, un étiquetage et des messages publicitaires bilingues)...

Encourager une production locale

Les avis sont nombreux et parfois divergents sur tous ces points, sur les valeurs qui font l'image du Pays Basque. De plus certains veulent associer l'idée de qualité à celle de l'origine Pays Basque alors que d'autres pensent qu'une telle marque pourrait s'appliquer à des produits bas de gamme autant qu'à des hauts de gamme. Mais tout le monde est d'accord pour penser que certaines entreprises usent et abusent de l'image du Pays Basque sans aucune légitimité puisque leur production est souvent effectuée à des milliers de kilomètres. Rien n'empêcherait de concilier éventuellement cette marque avec d'autres logos qui seraient plus exigeants sur la qualité, sur les composants, sur les pratiques sociales, sur le respect de l'environnement: un «label rouge» pour des produits fabriqués industriellement, les labels AB ou Nature et Progrès pour les produits bio, l'appellation «produit fermier» qui n'est pas encore réglementée mais devrait l'être à terme, les écolabels comme NF-environnement, le logo «commerce équitable» quand la ou les matières premières sont achetées selon les normes propres à cette forme de commerce ou d'autres mentions à inventer... Les consommateurs quant à

eux, sont de plus en plus demandeurs de transparence et ont tout à gagner dans une démarche qui les informera mieux en matière de traçabilité, de qualité, d'éthique, d'engagement culturel... Ils pourront ainsi encourager une production locale et faire leur choix en privilégiant tel ou tel critère et telle ou telle forme de distribution: marchés, petits commerces ou GMS. Une «marque Pays Basque» devrait aussi profiter à tous ceux qui contribuent à la spécificité du Pays Basque et en particulier à tous ceux qui travaillent au rayonnement de la langue et de la culture basque. Il faudrait donc imaginer sous quelle forme l'augmentation du chiffre d'affaire des producteurs pourrait contribuer financièrement au développement de la langue et de la culture basque sans lesquelles une telle marque ne pourrait exister.

Un projet de territoire

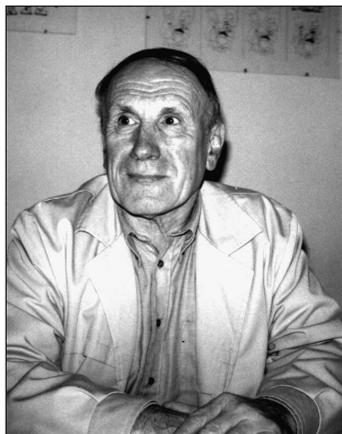
Autre point à discuter: cette marque doit-elle se limiter au Pays Basque Nord, comme certains le pensent, en tenant compte des différences de tradition industrielle et agricole entre le nord et le sud? Mais ne faut-il pas néanmoins envisager à terme une seule marque d'origine et commencer à travailler dans cette perspective dans le cadre d'une ou plusieurs groupes de travail transfrontaliers? Les Basques du sud sont plus avancés dans certains domaines et ceux du nord dans d'autres domaines: les échanges ne peuvent donc être que fructueux pour tous. Et qui va mettre en œuvre ce projet, sachant que déjà des initiatives diverses apparaissent çà et là, en ordre dispersé? Faut-il laisser l'initiative à des chefs d'entreprise voire des grands groupes comme cela a été le cas en Bretagne? Une démarche impliquant toutes les forces vives du Pays Basque ne serait-elle pas plus intéressante? A court terme, c'est semble-t-il dans le cadre des commissions de Pays Basque 2020 que toutes les personnes intéressées par ce sujet devraient confronter leur point de vue, car il s'agit là d'un projet de territoire.

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chahou à Bayonne. Commission paritaire n°1010 G 87190.

Le Comité consultatif

L'ensemble des acteurs de la langue basque, organisé depuis un an dans le Comité consultatif de l'Office public euskara, tenait sa première assemblée générale jeudi dernier 22 février à la Chambre de commerce. Erramun Bachoc, promoteur de la politique linguistique en Iparralde, éclaire les enjeux de l'action entreprise par une structure officielle gérée et financée par l'ensemble des pouvoirs publics en partenariat avec le monde associatif. L'Office public devient le lieu de la concertation entre collectivités territoriales et l'Etat dont tout particulièrement l'Education nationale. L'ambition est aujourd'hui d'assurer la présence de l'euskara dans la vie sociale... en l'absence d'une législation sur les langues dites régionales.

Erramun Bachoc



LE Conseil consultatif, adossé à l'Office public de la langue basque, a remplacé l'éphémère Conseil de la langue et réunit les principaux acteurs culturels pour aider les pouvoirs publics à élaborer et à réaliser leur politique linguistique. Jeudi 22 février dernier, c'était l'assemblée générale pour présenter le bilan et la prospective.

Bilan 2005

Ce fut une année chargée car il a fallu structurer le GIP au plan politique d'abord en réunissant sous la présidence de Max Brisson les représentants de 5 niveaux de pouvoir en vue de «définir et mettre en œuvre une politique publique de valorisation et de promotion de la langue basque»; au plan professionnel également en nommant le directeur Jean Claude Iriart et les quatre autres permanents. Pour compléter le dispositif, le Conseil consultatif a été réuni dès le mois de mai pour fixer ses missions de concertation et d'expertise, et pour démarrer les premiers groupes de réflexion.

Un budget a été adopté par le conseil d'administration pour mener à bien les actions entreprises dans trois domaines: les partenariats avec les acteurs de l'action linguistique, le développement de l'enseignement basque et la promotion du basque dans la vie sociale.

1) Le partenariat avec les acteurs linguistiques reprend et complète les 10 opérations du volet 1 de la Convention spécifique. 33 conventions ont été signées, avec à peu près autant d'associations, pour attribuer des aides de fonctionnement et de réalisation de projets. Le plus grand nombre de ces contrats gravite autour de l'enseignement: les activités périscolaires, l'apprentissage du basque aux adultes, les parents d'élèves, le matériel pédagogique. La recherche a aussi sa place avec l'Académie de la langue basque Euskaltzaindia et le Centre Iker.

La nouveauté réside dans l'importance accordée à la communication. Les radios bascophones et les installations ETB étaient prises en considération dans les opérations 8 et 9. On y a ajouté l'édition, la presse et les particulièrement les 11 projets nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) convenus avec 8 associations différentes.

2) L'enseignement basque est un nouveau chantier de l'Office par rapport aux missions de l'ancienne Maîtrise d'ouvrage publique (MOP). Il

s'agit d'une expérimentation fondée sur la convention cadre signée entre le Rectorat et le Conseil général. L'Office public est mandaté pour la mise en œuvre d'une concertation en matière d'enseignement. Il est bien entendu que c'est le ministère de l'Education qui décide en ce qui concerne la carte scolaire et l'affectation des postes.

Dans ce cadre, l'Office public a établi, en juillet, un diagnostic quantitatif de l'enseignement basque par filières et par secteurs. Et en octobre a été publié le «Volet 1 de la programmation pluriannuelle de l'enseignement du basque» (voir *Enbata* 1887 et 1901). En 2006 sera élaboré le Volet 2 de la programmation où il sera question de la dimension qualitative en termes d'emploi du temps, de matières enseignées, de formation des maîtres en attendant l'évaluation des résultats. L'Office public met donc l'enseignement au cœur de la politique linguistique et devient le lieu de la concertation entre les collectivités locales et les autorités académiques. Ce défi, unique en son genre, suscite une immense attente chez les acteurs du terrain, cadre d'institutions, enseignants, parents et élèves.

3) La présence du basque dans la vie sociale est un autre nouveau chantier pour l'Office public car le projet est inscrit dans ses textes fondateurs. La promotion publique du basque a déjà une longue histoire depuis la signalétique d'Euskaltzaleen Biltzarra, jusqu'aux revendications de Pizkundera, Euskal Herria Euskaraz, les 5 Deia-dar, Batera, Demo. Les actions ont commencé à être systématisées et programmées avec l'Institut culturel basque, le Syndicat intercommunal de soutien à la culture basque et Euskal Konfederazioa. Ce que l'Office public apporte c'est la caution des pouvoirs publics et la concertation entre les différents acteurs. Ce qui dépasse ses compétences c'est le cadre légal qui fait dramatiquement défaut.

La mission de concertation a débuté avec la convention signée avec l'Institut culturel basque précisant les rôles respectifs dans les domaines de la culture et de la langue et ouvrant la possibilité d'actions à mener conjointement. Une autre convention concerne Euskal Konfererazioa et l'action menée par cette fédération auprès des communes.

Deux autres démarches sont menées concernant le domaine des médias en général et la télévision basque ETB en particulier. D'une part une étude a été commanditée pour évaluer l'audience des émissions radio et télé, et particulièrement les émissions en basque, en fonction des classes d'âge et du lieu de résidence. Dans le mé-

me temps une expertise à la fois juridique et technique se réalise concernant ETB, dans l'intention d'en généraliser et d'en faciliter la réception.

La constitution d'un réseau de techniciens de la langue basque constitue le projet le plus innovateur. Ces professionnels de la langue auront la charge de répercuter l'action de l'Office public auprès des organismes et institutions de tous genres. Plus particulièrement ils apporteront une aide technique aux communes et aux structures intercommunales qui décideront d'utiliser davantage le basque. On pense aux besoins de traduction, mais aussi à l'information des familles et à des initiatives de valorisation de la langue. Ces techniciens, habituellement engagés par les communes, jouent un rôle de premier plan dans la Communauté autonome basque et en Navarre. Ainsi, sur le terrain, le service de la langue basque sera assuré par deux réseaux complémentaires: celui des techniciens pour l'utilisation et par le corps enseignant pour la transmission.

La lisibilité du budget

Le programme 2006, qui coïncidera avec la fin de la période Convention spécifique, sera très semblable à celui de l'année précédente, étant donné que le budget est identique. A deux exceptions près. D'une part le protocole d'accord que la MOP avait signé avec le Gouvernement autonome basque sera réactivé en y précisant les modalités de partenariat, peut-être et par exemple pour la réalisation de l'Enquête sociolinguistique quinquennale qui aura lieu cette année-ci. D'autre part le premier semestre 2006 verra l'élaboration du projet de politique linguistique avec la participation active du Comité consultatif, pour les années 2007 et suivantes.

Du budget actuel de 1.733.000 euro, les trois quarts sont versés aux opérateurs, soit pour le fonctionnement des organismes, soit pour la réalisation de projets précis. Le quart restant est utilisé pour le fonctionnement de l'Office public et pour des prestations sous-traitées. L'exposé du président fut tellement exhaustif qu'il n'a suscité ni remarque, ni débat. On peut y voir la satisfaction de l'ensemble des nombreux participants, qui sont pour la plupart les bénéficiaires du budget. Il est vrai aussi que la distribution des documents à la dernière minute ne laisse guère de temps pour la réflexion critique.

Personnellement j'aurais aimé une présentation plus étoffée des réalisations. Nous sommes habitués aux documents polychromes de l'Institut culturel basque où, secteur par secteur, projet par projet, les activités

Emazteen parte hartzearekin, beste politika bat sortu!

Certains trouvent qu'il est difficile de dire que les abertzale d'Iparalde ont construit ou vont réussir à construire "un autre modèle de société". En effet, si les femmes sont présentes dans les mouvements sociaux, culturels, d'éducation et de rebasquisation, par exemple, on ne peut en dire autant dans les partis politiques ou les lieux de prise de décision globale.

"Que devrait faire le mouvement politique abertzale du Pays Basque Nord pour renforcer la présence des femmes en son sein?" C'est la question qu'a posée Alda à 4 femmes d'Iparalde.

Voici leur réponse et leurs commentaires à ce sujet.



Pantxika Maitia

Arazoa ez da jendarteak uzten ez digun lekua, arazoa da lekua hutsik uztea! Ez ezazuela pentsa martxoaren 8an ospatuko den Emazteen eguna hartzen dutala aitzakitatzat aipamen honen egiteko! Artetik errateko, neretzat egun guziak emaztearenak eta gizonarenak dira, dudarik gabe! Emazteen kontrako tratu txarrak, bortizkeriak ahantzi gabe, iduritzen zait emazteek beren konplexuak bazter utzi behar dituztela jendartean normaltasunez bizitzeko, publikoan agertzeko beldurrik ez izateko...

" Les femmes doivent avoir leur place dans tous les domaines (social, culturel, politique,...). Pour cela il faut préparer les jeunes ou adolescent(e)s à vivre la parité hommes-femmes. "

Azken astetan, 30 bat emazteeri proposatua izan zaie bizpahiru minutako aipaldi baten egitea hiru astetarik hedabide batean, gai librean. Galdekatuak izan diren guzien erantzuna ezezkoa izan da: "Ez dut deus errateko, ez dut nere burua agertu nahi, ez dut iritzirik..." Zer mila debru? Ez dezakegu gure iritzia eman, gure ikusmoldea partekatu... Gure ideiak eta sentsibilitatea pasaarazi??? Gune edota arlo guzietan emazteek beren lekua hartu behar lukete: soziala, kultura, politika... Hortarako beharrezkoa iduritzen zait gazteen edo nerabeen prestatzea bihar parekotasunean bizitzeko gisan.



Jacqueline Idiart

Nola emazteen presentzia azkartu abertzale mugimendu politikoan? Beste galde zenbaiti eramaiten nau zuen galdera honek. Lehenik, nola euskal jendarte erdiaren ordezkari bat antolatu? Gero, zoin abertzale mugimendu aipatzen da? E.A.E. edo Nafarra begiratu, emazteak agertzen dira. Hobekiago, euskal parlamentuan eta E.H.A.K-ren ordezkarietan gehiengo

(H)asteko hitza!

O hartuko zirezten bezala, Alda ez du martxoaren 8ko egun sinbolikoa itxoiten emazteei beren iritzia adierazteko parada eskaintzeko! Horren bi froga badituzue: bata, gaurko data (2a gira!)... bestea astero irakurle guziei eskainia zaien Irakurleen Xokoa. Han, gogoeta eraikitzaile eta formatzaileen plazaratzeko gunea duzue eta!

OHARRAK eta AHOLKUAK:
ipar@mfundazioa.org

lortu dute emazteek. Hori, berez egin ote da ala nahikunde azkar baten ondorioa da? Iparaldeko egoera ez ote da arras frantses estadaoren ereduatan?

" Pour obtenir l'égalité des droits, il est indispensable, de rentrer le principe de parité hommes-femmes dans les discussions des partis politiques, de le faire approuver et de le mettre en pratique à tous les niveaux . "

Emazteen tokiaren askatzeko egitura batzuetan, parekotasuna legeztatu izan behar du frantses gobernamentuak eta hori ez zaiote ainitzei baitzepadakoa iruditu.

Beste etsenplu bat: parekotasuna sartua dute, beren araudietan frantses berdeen alderdiak.

Ez ditake holakorik eztabaidarik gabe eta eztabaida beharrezkoa da.

Hurbilago, "Baiona Hiri Nagusi", herriko botzen zerrendan, ber printzipioa praktikatu dugu, eztabaidak izan dira ere, eta beharrik...

Iparaldeko mugimendu politiko erakuntzan, podere molde guziak aztertzean eta aldatzekotan, eskubideen berdintasunaren lortzeko bidean, parekotasunaren printzipioa alderdien eztabaidetan sartzea, agian baieztatzea eta maila guzietan praktikatea, behar beharrezkoa da.

Bestela, ezin ditake egiazko demokraziarik sortu.



Eusebia Irazusta

Anitz arrazoi gurutzatuak ditu Emazteak politikatik kanpo zaizteak. Historian, kulturaren, heziketan politiken ereduak gizonenak egon dira luzaz eta luzatzen oraino.

Nahiz azken mende huntan aldaketa batzuk agertu ez da oraindik aintzineko mendeen pisuarekin parekatu.

Euskal abertzale ereduaren errealtate hortan murgildua izana da. Politikaren irudia sobera lotua da indarkeriari, bortizkeriari eta horrek gibel arazten ditu emazteak.

"Il me semble que nous opposons trop les hommes et les femmes alors que nous devons composer ensemble. Non pas en faisant prendre le rail des hommes par les femmes mais en ouvrant de nouvelles voies ensemble."

Iduritzen zait sobera oposatzen ditugula Emazteak eta Gizonak elkarrekin konposatu behar dugunean. Ez emazteak gizonen errailetik-ildotik segituz bainan ahal badugu errail berriak proposatuz elkarrekin bide berri bat ideki dezagun.

Zertarako politikan sartu? Kota bat betetzeko? Gizonen ezinak zuzentzeko? Zerbait berriari lotzeko? Emazteek sinestu behar dugu politika eraikitzaile baten baitan. Politikan sartzea denboraz gose den lan bati lotzea baita emazteak beste zombait hertsapenetik askatu behar dira lehenik.

Menperatua egona den pertsonari ahalak eman behar zaizkio bere buruaz arduratzen, gero berak komeni zaion bidea hartuko du.

Nahiez geroz, emazteak librokiko sartuko dira politiko mugimenduetan ez gizonen bultzaturik, agindurik, mugaturik...

Christiane Etchalus

Si elles me le permettaient, je rapprocherai volontiers le fonctionnement de nos travailleuses culturelles de celui des "seroras" d'antan. Condamnées à

agir, les unes, à l'ombre des représentants de Dieu le Père Tout Puissant et, les autres, à la barbe des défenseurs de la raison d'Etat, elles se sont débrouillées à faire reconnaître leur statut d'humble serviteur de la communauté en tendant la main à ceux qui sont dans la détresse. Nos "andereños", les journalistes et animatrices (eurs aussi) de nos radios se consacrent, elles (et eux), à la sauvegarde de l'euskera. Elles n'ont, elles non plus, aucun pouvoir ni même droit, autre que celui que leur confère la communauté des bénéficiaires de leurs efforts et de leur talent. Que ce genre d'accomplissement de mission plaise ou non, il constitue bel et bien un modèle de réalisation professionnelle en même temps que militante.

LE RYTHME DU PLAISIR PARTAGÉ

La question posée indique en outre que cette situation devrait être redressée et que la présence des femmes devrait être renforcée dans la sphère du politique. Moi je pense en revanche que ni la société, ni les femmes n'auraient grand chose à gagner en revivifiant le mode de fonctionnement où la hiérarchie, l'autorité, la réglementation/répression et autres attributs du pouvoir patriarcal sont la norme.

Autre chose serait de s'investir dans une organisation des sociétés où le pouvoir n'est pas en haut mais au centre de coordination, où il irradie au lieu d'imposer, où les priorités sont sélectionnées en fonction de l'être plutôt que de l'avoir ou du paraître, où la dévotion à la Terre Mère guide la prise de décision.

Et puisque on peut rêver en se disant que tout cela est possible, tout au moins avec des dimensions modestes, par exemple dans des expériences d'entreprises pilotes ou dans des relations conjugales construites sur des bases égalitaires, notons que le moment est bien choisi. Il semble en effet que nous soyons "espan-txetan", que l'embryon d'Euskal Herri s'accroche dans la société civile, qu'elle le portera jusqu'à son terme. Et tant mieux si elle choisit le rythme "emeki". Le rythme du plaisir partagé.



Klixka

Zanpantzar erre behar da

"Ihauteriak sakatrapu, atuna saretik eskapatu! Hau dugu moda, moda berri dantza egiteko altxa ipurdi!"

Hauxe kantatzen zuten haurrek iragan egunetan, arras kontent ihauteriak zirela eta...

Tutaka, musika eta kantuen artean zetozen gazteak, Zanpantzar herriz herri promenatzen zutela arratsalde undarrean jujatu aintzin.

Haiei so nindagon, berriak telebixtan begiratu eta... Zanpantzarri su emanen diote aurten ere, nion nere baitan, ez du eskapurik. Alabainan zer ez du egin! Hark ditu, azken denbora hauetan aipatzen diren eritasun kutsakorrek sortu; hark du jendeen izpiritua hertsitzen, etengabe, ezberdintasuna ez onartzeraino; hark du, lur gainean klima aldarazten; hark ditu hizkuntza gehienak leher eginarazten, batekin aise aski dugula elgar ulertzeko sinetsaraziz; hark ditu undarkinak metatzen gure zikin untzietan ez dakigula gehiago haietaz zer egin; hark du jende batzuen buruan sakatu besteak baino gehiago zirela eta beraz, haien bizkar bitzen ahal zirela... Eta zerrenda hau luzatzeak ikara emaiten baizautan hortan utzi nuen.

Biharamunean jakin nuen, pentsatu bezala, Zanpantzar erre zutela eta ondotik haurrek eta gazteek pesta egin zutela. Lasaitu nintzan, eta deliberatu nuen telebista ez nuela gehiago begiratuko eta zernahi gerta ere, heldu den urtean Zanpantzar berriz erreko zela...

Oraino Ihauterietako beste kantu hau jin zautan gogora:

*"Zanpantzarrek badakike
Trikun trakun egiten.
Trikun trakun egin eta
Biharraren argitzen."*

Gainekotx



Tribune Libre
Iritzia

Luzaro jasandakotik aukeratutako inmigratziora



**Xabier
Aierdi**

Joan den azaroako gertakarietan Sarkozy atera zen garaile, berak errepresentatzen baitu gaur egun gure gizarteko sektore haundi batek segurtasun kontuetan nahi duen lidergo populistaren era berria. Alde batetik, bere konbikzio eskuma-koetan oinarrituta eta, bestalde, bere anbizio politikoak aginduta, Sarkozy oso ondo erabili zuen bere mesedera-ko iparraldeko gizarte aberatsen ikara. Horren ondorioz, berriki planteiatu duen inmigratio politikak mendebaldeko aginte eta gizarteen nahia ezin hobeto islatu du. Villepinen Sarkozyren hitzak erabiliz honakoa esan du: "luzaro jasan behar izan dugun inmigratio batetik geuk aukeratutakora pasatu beharra dugu".

HIRITARTASUN ARISTOKRATIKOA

Aukeratzea da mendebaldeak nahi duena, nork bere neurriko inmigratio erakartzea. Horrela, erresidentzia lortzeko kontrolak areagotu egiten dira, erregularizatzea edo familia berbiltzea askoz zailagoa izango da eta ezkontza mistoak ia ezinezko egingo dira. Hauxe da, ez besterik, herrialde aberatsen amets izkutua: mundu mailako ezberdintasunek sortarazten dituzten migrazio fluxuak ditugun nahietara egokitu eta argi utzi defendatzen dugun hiritartasuna ez dela

mundu guztira zabalgarri, hau da, gure hiritartasuna aristokratikoa dela, bakarrik munduko populazioaren portzentai txiki batentzako, Bush aitak esan bezala duela 15 urte: "gure bizitzeko eredia ez da negoziagarria".

" Je ne sais pas si nous serons prêts à baisser notre niveau de vie pour garantir la dignité humaine de toutes les personnes, je ne sais pas si nous serons supporters des colombes ou des faucons. "

Egungo inmigratioak beste era bateko kudeaketa behar du izan, zeren Europak Janok bezala bi aurpegi ditu: alde batetik, balore unibertsalen aitzindari izan nahi eta, bestetik, legedi gero eta murriztaileagoak ezarri. Neurri batean, Bigarren Mundu Gerlaren osteko inmigratioak bazuen proiektu pertsonal edo familiarra bete ondoren, sorterrira bueltatzeko gogo. Besterik zen gero gertatzen zena. Egungoak argi dauka geratzeko etorria dela, honek aniztasunaren garrantziaz ohartarazteaz eskatzen du, bai kultur mailan, baina batez ere gizarte integrazio kontuetan. Gizarte integrazioari eman behar zaio garrantzia, giza berdintasuna lortzeko izan behar baitu helburu, zeren bestela maila sozialean sortzen diren egonezin eta bazterketa objektiboak gero kultur eskari gisa aurkezten dira. Horren aurrean,

Europar inmigratio politika bateraturik egiten bada, gizarte integrazioan oinarritu behar da, baina susmatzen denarengatik zer galdu gehiegi dugu horretarako, pertsona guztien giza duintasuna bermatzeko ez dakit geure bizi maila jaisteko prest egongo garen, ez dakit uso ala belatzen zale izango garen.

DATORRENA EGOKITZEN SAIATU

Gurera etorri, gurea bezalako herri batek inmigratio politika ezohikoak egin behar ditu, eredia berria asmatu behar du, alde batetik, burujabetasunik ez duelako eta, bestetik, eredu oso konplexuak bilatzera behartuta dagoelako, zeren gure eskari kulturak eta gure identitateak ez dute behar beste babesik eta, bestetik, inmigrarien giza duintasuna uzartzea dago jokoan. Ez da erreza horrelako kudeaketarik, baina okertuta ere, hori bada gure iparorratza, geu ere duinagoak izango gara. Jasatetik aukeratzera pasatu beharrean, datorrena egokitzen saiatu gaitzen, hau da, gure bizi maila sozializa dezagun! Ez dakit herritar on, baina pertsona hobek izango gara!

" Un pays comme le nôtre doit faire une politique d'immigration peu commune, d'une part parce qu'il ne possède pas de souveraineté, et d'autre part, parce qu'il est obligé de chercher des modèles très complexes... "



Plus d'informations :
www.contreimmigrationjetable.org



Asteko Fitxa

Alda!

Loi sur la Violence de Genre, en France et en Espagne

Fundazioako liburutegian aurkituko duzue gai horri eta orokorrean bikoteen barneko indarkeriaren jatorriari buruzko liburua. Jarraian, Marie-France Hirigoyenek (psikiatra, psikoanalista eta psikoterapeutak) 2005an argitaratutako "Femmes sous emprise. Les ressorts de la violence dans le couple" liburuaren parte bat eskainia zaizue.

France : 1 femme sur 10 est victime de la violence dans les couples



Marie-France Hirigoyen

La violence conjugale n'a un statut particulier que depuis la loi n. 92-683 du 22 juillet 1992 qui stipule que la qualité de conjoint ou de concubin de la victime constitue une circonstance aggravante des "atteintes à l'intégrité de la personne".

En France, dans l'ancien code pénal, les violences commises par le conjoint ou le concubin n'étaient pas spécifiquement désignées. Désormais, dans le nouveau code pénal en vigueur depuis le 1er mars 1994, les sanctions pénales encourues par l'agresseur sont majeures. Même si elles n'ont entraîné

aucune incapacité totale de travail (ITT), ces violences constituent un délit et relèvent du tribunal correctionnel.

L'ITT permet aux victimes de faire valoir leurs droits devant la justice. Cette ITT doit tenir compte du retentissement psychologique de la violence.

Le mieux serait que ce certificat soit réalisé, quand c'est possible, dans une unité de médecine légale. Quand on ne peut pas porter plainte auprès du commissariat de son quartier on peut porter plainte directement auprès du procureur de la République.

Espagne : la loi intègre les problèmes psychologiques, sociaux et judiciaires

L'Espagne a modifié son code pénal en définissant la violence domestique de la manière suivante : "Celui qui exerce habituellement des violences physiques ou psychologiques à l'encontre de qui est ou a été son conjoint ou sur la personne qui lui est ou lui a été liée de manière stable par des liens affectifs similaires..."

Une loi du 31 juillet 2003, entrée en vigueur le 2 août 2003, a créé l'*Ordonnance de protection des victimes de la violence domestique*. Après audition de la victime, de l'agresseur présumé (assisté d'un avocat s'il le souhaite) et du ministère public, le juge peut ordonner la "protection" de la victime, qui va lui donner un véritable statut protecteur comprenant des mesures civiles (protection des enfants, attribution du domicile conjugal, pension alimentaire), pénales (contrôle judiciaire), ou administratives pour une durée de trente jours renouvelable une fois, le temps d'entreprendre les procédures civiles ou pénales appropriées.

Toutes ces mesures ont été renforcées par la *loi de protection intégrale contre la violence de genre* approuvée par toutes les associations.

Livre disponible à la bibliothèque de la Fondation

Les agressions physiques dans le couple n'arrivent pas soudainement. Bien avant les bousculades et les coups, il y a une escalade de comportements abusifs et d'intimidations. **La pire violence n'est pas la plus visible.** Si les femmes ne partent pas c'est qu'elles ont été piégées, mises sous emprise.

Comprendre l'emprise c'est aussi s'en déprendre.

Marie-France Hirigoyen, à partir de nombreux exemples, analyse les ressorts de la violence au sein du couple car il **faut comprendre pour agir.**

Un livre utile et pratique qui permet d'intervenir très tôt, dès les premiers signes de violence psychologique, bien avant l'apparition de la violence physique.

Marie-France
Hirigoyen
**FEMMES
SOUS
EMPRISE**
les ressorts
de la violence
dans le couple



L'agenda de la Fondation
Manu Robles-Arangiz

Sessions de formation
au local de la Fondation :
20, rue des Cordeliers,
dans le Petit Bayonne

☞ Samedi 18 mars (10H00 - 18H00) &
Dimanche 19 mars (10H00 - 17H00) :
Week-end de formation à l'économie.

Attention :

+ **Plus que trois places pour le week-end de formation à l'économie et au capitalisme ! S'inscrire au plus vite !**
+ **Les horaires ont légèrement changé.**

Au programme :

- ◆ Evolution du capitalisme.
- ◆ Formes actuelles du capitalisme (industriel, financier...).
- ◆ Capitalisme et mondialisation.
- ◆ Quel type de développement, de croissance, les alternatives au productivisme
- ◆ Plein emploi, augmentation du pouvoir d'achat et relance par la demande face aux problèmes posés par la croissance actuelle.
- ◆ Et si le tiers-monde adoptait notre mode de vie ?
- ◆ La réduction du temps de travail : sa logique profonde, en quoi est-elle une nécessité historique et politique.
- ◆ Décroissance ou un autre type de croissance ?
- ◆ Les alternatives possibles.

Avec Jean-Marie Harribey :

Maître de Conférences en sciences économiques à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, Centre d'Economie du Développement.

Docteur habilité à diriger des recherches en sciences économiques.

Membre du conseil scientifique d'ATTAC.

☞ **Deux sessions de formation en mars :**

- ◆ *formation théorique* : la situation politique aujourd'hui au Pays Basque sud, les clefs et les enjeux réels de ce qui est en train de se passer (formation en euskara)
- ◆ *formation technique* : la photographie

Nombre de places extrêmement limité, se renseigner sur les dates et s'inscrire au plus vite !

Alda!

Manu Robles-Arangiz

Institutua Fundazioa

20, Cordeliers karrika, 64100 - Baiona

Tel. + fax : +33 (0)5 59 59 33 23

E-Mail: ipar@mrfundazioa.org

www.mrfundazioa.org

Zuzendaria: **Fernando Iraeta**

Ipar Euskal Herriko arduraduna:

Txetx Etxeverry

Alda!-ren koordinatzailea:

Xabier Harlouchet

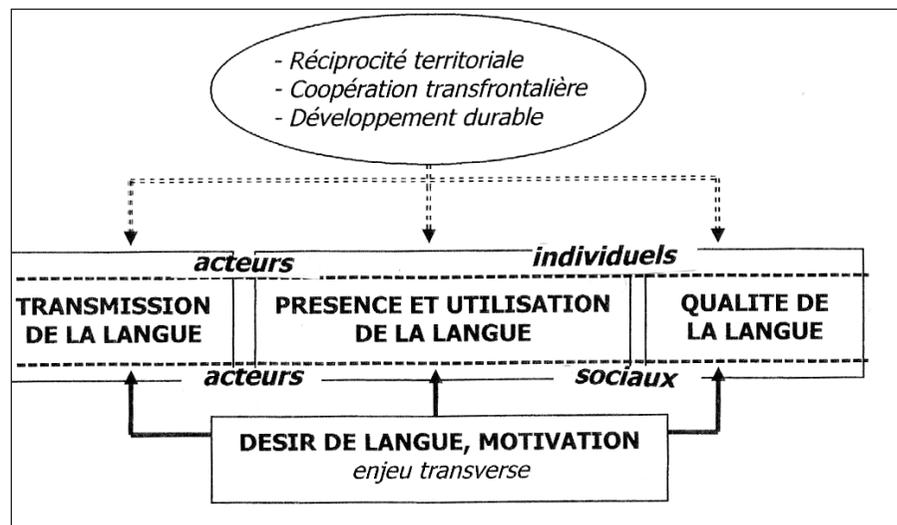
de l'Office public par Erramun Bachoc

sont déclinées, chiffrées quand il s'agit du conseil d'administration, brièvement circonscrites pour l'assemblée générale. J'aime aussi la méthode du Centre pédagogique Ikas, qui chaque année se présente devant le Syndicat intercommunal basque en exposant sur une table le produit de l'année, avec des explications en traduction simultanée. Sans détourner l'équipe professionnelle de tâches plus essentielles, les opérateurs ne pourraient-ils pas, en ouverture d'assemblée, exposer leurs réalisations, de manière matérielle ou sous forme de diagrammes aux courbes si possible ascendantes ou par une cartographie suggestive? Ce serait à la fois un exercice de transparence et d'encouragement réciproque.



De g. à dr.: Erramun Bachoc, Max Brisson, Président de l'Office public-euskara

Le projet de politique linguistique 2007 - 2010



Source : OPLB

Cette politique s'articule autour de 4 enjeux ouvrant chacun sur toute une série de chantiers:

- 1- La transmission familiale et éducative de la langue.
- 2- La présence et l'utilisation de la langue basque dans les domaines de la vie publique, de l'économie, de la communication, de la culture, des loisirs ...
- 3- La qualité de la langue dans son usage privé et public.
- 4- La motivation linguistique est un objectif transversal qui conditionne le succès des 3 autres enjeux en suscitant le désir de langue et l'adhésion de la société.

La politique linguistique n'est pas une pièce rapportée. Elle doit s'adosser aux trois ambitions majeures du projet de territoire 2020: la réciprocité territoriale, la coopération transfrontalière et le développement durable. Je pense notamment à des chantiers thématiques prévus comme celui de l'enseignement supérieur et celui des jeunes.

Les membres Comité consultatif (et

tous autres volontaires) sont invités à apporter leur contributions dans le cadre des groupes de réflexion déjà constitués (enseignement, usage public, édition) ou à constituer. L'équipe permanente recueillera la réflexion déjà effectuée dans d'autres instances, Conseil de la langue, Kontseilua, associations. Il s'agira, dans chaque domaine impliquant la langue basque, de faire un état des lieux, d'établir les objectifs et les étapes, d'élaborer les stratégies pour les atteindre, de fixer les critères pour une évaluation continue. Le produit final sera un pré-projet argumenté 2007 - 2010 qui fera la navette entre le conseil d'administration et le comité consultatif avant son adoption fin 2006. Ce travail immense à effectuer en quelques mois est le premier défi à remporter, quand je pense aux projets de Gasteiz ou de Québec qui ont demandé plusieurs années d'élaboration avec des équipes nombreuses et des budgets impressionnants. Il est vrai qu'en Iparralde nous ne faisons rien comme les autres.

Txepetx (Un futuro, 1987) qui bouleversa en son temps le diptyque classique apprendre et utiliser, pour y substituer un triptyque en ajoutant la motivation pour apprendre et pour utiliser. C'est ce schéma qui fut adopté d'abord par le mouvement «Arrasate euskalduntzen» et qui a été généralisé à toute la mouvance militante par Kontseilua. Voilà pourquoi il structure aussi le document publié en avant-première par Euskal Konfederazioa. Comprendons bien que dans le schéma en 4 enjeux de l'Office public c'est l'enjeu transversal de la motivation qui est le moteur de toute l'action linguistique. En effet ailleurs, à Québec, à Ottawa ou à Gasteiz, la politique linguistique est soutenue et renforcée par un cadre légal. En France aussi pour le français. En Iparralde la langue basque bénéficie d'un embryon de support légal et réglementaire en ce qui concerne l'enseignement, (presque) rien pour les médias et l'utilisation publique. En conséquence l'enseignement repose sur la demande des parents, et l'utilisation pu-

— Réflexions d'étape

Ce schéma de réflexion qui deviendra un cadre d'action a été présenté avec beaucoup de clarté par Bernadette Soulé dans son délicieux compte-rendu de la Convention spécifique «sensibiliser à l'apprentissage de la langue basque à l'école». S'il s'agit d'une synthèse, intentionnelle ou intuitive, de deux processus d'aménagement linguistique. D'une part on y retrouve les trois grands chapitres du Plan général de revitalisation de l'euskara (1998) du gouvernement basque: transmission, usage, développement du basque. On y retrouve aussi le processus de

blique sur le volontariat des locuteurs. A nous de trouver les moyens de stimuler le désir de langue, de faciliter la demande, d'obtenir l'adhésion de la société. Je ne retrouve plus dans les comptes-rendus l'opération 2 de la Convention spécifique «sensibiliser à l'apprentissage de la langue basque à l'école». S'il s'agit d'une substitution ce serait une dangereuse régression. L'enjeu 4 est à travailler avec un soin particulier et en liaison avec les 3 autres enjeux.

Une dernière remarque d'ordre financier. La preuve de la volonté politique se traduit dans le budget. Xabier Aizpurua qui fut l'un des maîtres d'œuvre dans l'élaboration du Plan général disait: «Pour réussir la politique linguistique il faut trois choses: bat dirua, bi dirua, hiru dirua». Le programme qui nous sommes en train d'élaborer ressemble beaucoup à celui que réalise le Gouvernement basque. Or son budget linguistique est exactement de 60 489 699 euros, sans compter l'enseignement scolaire. D'accord, dans la Communauté basque ils sont 10 fois plus nombreux que nous. Divisons donc le total par 10 et nous avons un ordre de grandeur de ce qui faudrait investir pour continuer le programme actuel, pour créer le réseau de techniciens, pour valoriser la langue basque. Ce sera à chaque groupe de réflexion de présenter un projet crédible chiffré de manière réaliste.

Bide luze bat egin dugu 25 urtez euskalgintzaren kudeaketan: Pizkunderaren kaier horia, Deidarrek zabaldueuskararen agiria, duela 10 urteko hizkuntz antolaketa. Eta orain botere publikoak onartzen du hizkuntza politikaren baten ideia. Parada dugu egitarau zehatz baten eraikitzeko. Etapa berri bat izan dadila euskara (eta herria) biziberritzeko.

Erramun Bachoc



Le procès de l'anti-terrorisme

L'acquittement en Appel, le 22 février, prononcé par la Cour d'assises de Paris, à l'encontre de deux Corses accusés d'avoir commanditer l'assassinat du Préfet Erignac, a résonné comme un nouveau coup de tonnerre dans le monde judiciaire déjà fortement ébranlé par l'affaire d'Outreau. Ce procès à mis à nu les procédés de la police et de la juridiction anti-terroriste qui, pour les Corses comme pour les Basques, jouent sans retenu de la prison préventive et des mise en examen sur simple dénonciation.

C E qui devait être le châtiment exemplaire pour les commanditaires de l'assassinat d'un Préfet de la République tourne à la déconfiture de la police et de la justice «anti-terroriste». Le 21 mai 1999, a arrêté quatre membres du commando qui aurait abattu le 6 février à Ajaccio le Préfet de Corse Claude Erignac. Durant leur garde à vue, en présence des seuls policiers de la DNAT (Division nationale anti-terroriste) ils mettent en cause Yvan Colonna, qui disparaît, et les enseignants Vincent Andriuzzi et Jean Castela. Ces deux-là seraient les rédacteurs du communiqué revendiquant l'assassinat. Une réunion aurait eu lieu entre eux et les auteurs le 19 août afin de préparer le communiqué paru le 19 septembre. Andriuzzi et Castela sont arrêtés et incarcérés fin mai-début juin 1999. Ils seront condamnés le 11 juillet 2003 par la Cour d'assises

de Paris, uniquement formée de magistrats, à 30 ans de réclusion criminelle.

Le procès en appel s'ouvre à Paris le 1^{er} février 2006 sous la présidence de Jean-Pierre Getti entouré de dix juges professionnels. Il s'étalera sur trois semaines. Dès les premières audiences, on doit se rendre à l'évidence: le dossier est vide. En fait, les enquêteurs sont partis d'attentats commis en 1994 par le FLNC à Mende et à Paris pour mettre en cause les deux professeurs. Bien qu'ils nient toute implication, un carnet saisi au domicile de Castela comportant des plans et des notes va suffire à les compromettre.

Montage policier

Comment passer alors de ces faits lointains à leur participation au meurtre du Préfet? Se fondant sur des écoutes téléphoniques, les enquêteurs très spéciaux de la DNAT font la supposition suivante: l'un des membres du commando Alain Ferrandi, ayant donné rendez-vous le 19 août 1998 dans l'appartement de sa sœur à Ajaccio avec les deux professeurs, c'était forcément pour rédiger le communiqué de revendication de l'assassinat, paru un mois plus tard, le 19 septembre. La garde à vue de

randi. Mais on apprend au procès que les relations entre les trois hommes reposent sur l'ancienneté et sur des motifs professionnels, tels que des travaux en cours à l'aéroport.

tions sur les procédés des policiers de la DNAT ont joué un rôle dans la décision d'acquittement de Castela et Andriuzzi. Pour ne s'en tenir qu'aux exemples corsés, reportons-nous au cas Filidori et Colonna. Le



Très vite, on s'aperçoit que toute l'accusation est fondée sur les rapports de police. Le Contrôleur général Roger Marion, bien connu dans les procédures relatives au «terrorisme», reconnaît à l'audience du 3 février qu'il n'a «pas de preuves formelles». Mais le comble est atteint avec son adjoint le Commissaire Philippe Frizon, dont le rapport préliminaire d'enquête contient des faits postérieurs à la date officielle figurant au document. Ce «faux» comme le qualifie dans sa plaidoirie M^e Patrick Maisonneuve, va pourtant être la seule base de l'accusation.

Un autre commissaire, Georges Leboss, écrit de son côté que Vincent Andriuzzi est le chef du FLNC, mais interroge à l'audience du 8 février sur ce point, il ne peut faire état que de «conviction». Pourtant il insiste sur des «aveux» de l'intéressé. On cherche dans tous les PV d'interrogatoire: on ne trouve aucune trace de ces prétendus aveux.

livre «Place Beauvau» fait état de la mésaventure survenue à Mathieu Filidori: les policiers auraient contraint un certain Serge Garaccio à déposer chez lui des explosifs qu'on trouvera lors d'une perquisition le 22 août 1998. Dans l'affaire d'Yvan Colonna, en prison depuis le 4 juillet 2003 dans le dossier du Préfet Erignac, non seulement il n'y a rien à son rencontre, mais «on» se permet de faire disparaître des pièces de décharge. Toutes les écoutes téléphoniques de décembre 1998 à mai 1999 démontrent la totale absence de charges mettant en cause Colonna, se sont volatilisées.

Cela n'empêche pas le juge Le Vert de rédiger ces jours-ci l'acte d'accusation qui renverra Yvan Colonna devant la Cour d'assises pour assassinat d'un Préfet de la République. Espérons seulement que pour «l'assassin» du Préfet Erignac (dixit Sarkozy), la justice fonctionne de la même façon que pour ses «commanditaires» que la Cour d'assises a finalement acquitté le 22 février.

Le Parquet général, n'acceptant pas le verdict, a introduit un recours en Cassation.



Croquis d'audience réalisé le 1^{er} février 2006 au palais de justice de Paris montrant Jean Castela et Vincent Andriuzzi

Ferrandi va servir cette thèse. On est donc en présence d'une dénonciation sans témoin, qui suffira pour faire de Castela et Andriuzzi les commanditaires de l'attentat mortel. On ne tient évidemment pas compte de la rétractation postérieure de Fer-

Paru dans *Le Canard Enchaîné* du 22 février

La terreur est humaine

IL a eu chaud, le citoyen Jean-Pierre Ellieu! Accusé, avec deux amis, de complicité de terrorisme avec une faction de l'Armée révolutionnaire irlandaise (IRA-véritable), mis en garde à vue, innocent (mais pas ses copains) après vingt-sept mois de procédure, cet habitant de Guingamp estime avoir eu de la chance (*Ouest-France*, 13 février): «Je me dis qu'on s'en sort

bien parce que —sans vouloir m'acharner sur lui— je rappelle que c'était le juge Burgaud qui, devenu à l'époque substitut du Procureur au Parquet anti-terroriste de Paris, avait requis notre placement en détention».

Heureusement, les magistrats reçoivent une solide formation pour ne pas confondre biniou et lance-roquettes!

L'anti-terrorisme en question

Ces approximations, ces impressions ne constituent pas un dossier, et le Président Gotti le fait plusieurs fois remarquer... Comment alors juger, et a fortiori condamner, sur de simples assertions? On se demande alors comment les premiers juges ont pu proposer des sanctions aussi lourdes. Et on se félicite de la récente introduction en droit français de ce second degré de juridiction, la Cour d'assises d'appel, qui corrige fort heureusement bien des injustices. On ne peut non plus s'empêcher de penser que les différentes révéla-

Attentat

■ Le dernier attentat attribué à ETA s'est produit le 22 février dans une zone industrielle de Bilbao. L'explosion d'une bombe à l'intérieur de l'entreprise Barrenchea, Goiri et C^o a causé d'importants dégâts. Un appel anonyme au nom d'ETA avait averti une heure auparavant le journal *Gara*.

ABONNEZ-VOUS



Manifestations à Ciboure et Madrid



Le cortège se dirige vers St Jean de Luz

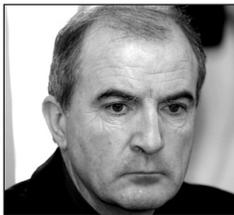
800 personnes ont participé samedi dernier 25 février à Ciboure et St Jean de Luz à la manifestation de Batasuna demandant au gouvernement français de s'impliquer dans le processus de fin de conflit du Pays Basque. C'est pourquoi, le défilé est parti symboliquement devant le domicile de Michèle Alliot-Marie à Ciboure pour se terminer devant la mairie de St Jean de Luz sur la place Louis XIV. Xabi Larralde a appelé les

partis politiques français à «ne pas laisser passer la chance alors qu'il existe une opportunité réelle de résolution du conflit». A la même heure à Madrid des dizaines de milliers d'Espagnols ont manifesté leur opposition à la politique du gouvernement de Zapatero de dialogue avec ETA, et leur soutien aux victimes de l'organisation armée basque. Aznar, Rajoy, Acebes du Partido Popular étaient en tête du cortège.

Démission à la mairie d'Ascain

CELA fait presque un an qu'une crise ouverte oppose le maire d'Ascain, Jean-Louis Laduche, et la majorité de son conseil municipal puisque certains co-listiers du maire l'ont abandonné pour rejoindre l'opposition. J.-L. Laduche a choisi symboliquement de rendre public, lundi matin 27 février, sa démission et celle de ses amis au cœur d'un lotissement, enjeu majeur de sa mandature. Ses opposants, qui l'avaient invité à se démettre, en feront tout autant maintenant, laissant ainsi place à une nouvelle élection générale d'ici deux ou trois mois.

Les listes de candidats sont, paraît-il, pratiquement prêtes pour une élection désormais au scrutin proportionnel avec prime majoritaire puisqu'Ascain, selon l'INSEE, vient de dépasser 3.500 habitants. Une liste abertzale participera à la consultation électorale.



J.-L. Laduche, maire d'Ascain

Réunion AB-ELA à Bayonne



Comité national du syndicat ELA à Bayonne

CE lundi 27 février après-midi, à la demande d'ELA, deux délégations d'ELA et d'Abertzaleen Batasuna se sont réunies au siège de la Fondation Manu Robles-Arangiz. Au cours de cette rencontre, la situation politique sur l'ensemble d'Euskal Herria et celle spécifique d'Iparralde a été analysée. Du côté d'ELA, étaient présents le secrétaire général du syndicat, Jose Elorrieta, ainsi que les membres de son comité exécutif German Kortabarria, Amaia Munoa et Eustakio Uranga. La délégation d'AB était composée de Peio Etcheverry-Aintchart, Mertxe Colina et Andde Sainte-Marie.

D'autre part, dans la matinée, s'est déroulée au même endroit, la réunion ordinaire du Comité national du syndicat ELA à Bayonne. L'organe de direction du syndicat ELA a montré une fois de plus son appui à Euskal Herriko Laborantza Ganbara et au travail développé par la Fondation Manu Robles-Arangiz en Iparralde. Le syndicat majoritaire en Hegoalde a réaffirmé son engagement à renforcer la connaissance des réalités d'Ipar Euskal Herria parmi ses cadres et ses militant(e)s. A l'issue de la réunion, ELA et AB ont retenu le principe d'une seconde rencontre début avril.

■ **Condamnations à Paris.** Le Tribunal correctionnel de Paris a rendu le 21 février son jugement concernant les six militants basques ayant comparu du 2 au 10 janvier pour participation à ETA. Ainhoa Mujika et Jon Olarra ont été condamnés à 10 ans de prison, Oskar Zelarain et Andoni Otegi à 8 ans. Ces quatre presos sont ensuite interdits de territoire. Ils avaient été absents des audiences, ayant refusé la justice de l'Etat. Sarvia Galarraga a été condamnée à 5 ans dont 2 ferme, assorti d'une interdiction temporaire de 12 départements. Bruno Josie à 3 ans et 3 mois, dont 2 sous contrôle judiciaire.

■ **Longue peine pour Unai.** La Section pénale du Tribunal suprême a finalement tranché le 20 février dans l'affaire de la peine carcérale que devra subir Unai Parot. S'éloignant du Code pénal de 1973 établissant des réductions de peine sur un maximum limité à 30 ans, elle a décidé que les réductions s'appliqueraient à chacune des peines qui se montent pour lui à 4.799 années. De cette façon, la juridiction a décidé qu'Unai Parot purgera l'intégralité de ses 30 ans de prison. Sa sortie ne serait envisagée que vers 2020!

■ **Malade libéré.** Le preso Angel Alkalde, récemment opéré du cœur, a été libéré le 16 février de la prison de Langraiz. Il a été accueilli dans sa ville d'origine de Portugaleta sous les applaudissements de quelque 400 sympathisants.

■ **Mort en prison.** Le prisonnier politique basque Igor Angulo de Santurtzi est mort à la prison de Cuenca. Né en 1973, arrêté par la guardia civil en 1996, Igor avait du être emmené à l'hôpital après avoir été sauvagement torturé pendant la période de mise au secret. Il avait ensuite été incarcéré.

Depuis ce jour, il a connu la dispersion dans les prisons suivantes: Carabanchel (1^{er} décembre 1996), Soto Del Real (26 décembre 1996), Curtis (6 octobre 1999), Aranjuez (5 février 2000), Cuenca (30 mars 2001). Dans cette dernière prison, à Cuenca, il était seul, séparé des autres prisonniers politiques basques. Cette mort en prison survient à peine trois mois après celle de «Kotto», Jose Angel Altzuguren.

■ **Extraditions.** Urtzi Murueta, en grève de la faim contre son extradition temporaire, a été extrait le 16 février de sa prison de Draguignan. Il a été remis aux autorités judiciaires espagnoles, et incarcéré à Soto Del Real. Arrêté en avril 2001 à Douvres, le garteiztar Iñigo Makazaba a été incarcéré sous écrou extraditionnel à la prison de haute sécurité de Berrmarsh et placé à l'isolement. Il a été

livré le 21 février à la justice espagnole.

■ **Reprise annoncée du procès de Madrid.** Le procès 18/98 de la supposé «trame d'ETA» devait reprendre le lundi 20 février devant l'Audiencia nacional de Madrid. Mais il a une fois de plus été repoussé, en raison de l'état de santé de Mikel Egibar, poursuivi pour sa participation à l'association de relation internationale «Xaki», et passible de ce fait... de 15 ans de prison. L'audience de reprise a été fixée au lundi 27 février. Les amis des accusés ne se sont pas seulement manifestés dans les rues de Bilbao. On Signale en effet des rassemblements à Dublin, Berlin, Londres, Moscou, Buenos-Aires, Minsk et Kiez! Les plus valeureux ont été les quelque 150 manifestants devant le ministère de la Justice à Madrid qui, en écho à ceux qui défilaient à la même heure à Bilbao, ont clamé: «Audiencia nacional, tribunal d'exception!», «Ici on torture comme sous la dictature!», ou bien: «On appelle ça démocratie, mais ce n'en est pas une!».

Le quotidien Gara a publié le 19 une interview de Dimitar Gochev, ancien magistrat bulgare à la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg. «J'ai participé à la manifestation de Bilbao, parce que je vais à la remise de EALDH (European association for democracy and world human rights). Je suis impressionné par la réponse populaire (...) Je suis stupéfait que le juge de l'Audiencia nacional puisse dire: "Peu importe ce que dit la Cour européenne". J'ai exercé six ans au sein de cette Cour, toujours en faveur des droits de l'homme».

Les agences ETE et Europa Presse, citant des «sources proches de l'audiencia» ont écrit que les magistrats en charge de ce procès 18/98 ne sont pas du tout inquiets ou perturbés par la grande manifestation du 19 février à Bilbao.

■ **Vers le procès d'Egunkaria.** La Chambre pénale n°2 de l'Audiencia nacional a rejeté le 22 février le recours présenté par les accusés dans l'affaire du quotidien en langue basque Egunkaria, interdit par la justice. Elle maintient les poursuites du juge Juan Del Olmo contre Iñaki Uribe, Joan Mari Torrealda, Martxako Otamendi, Pello Zubiria, Txema Auzmendi, Xabier Alegria et Xabier Oleaga. L'acte de 31 pages énonce qu'il existe des indices suffisants pour «établir la subordination du journal à ETA».

Pour accréditer «l'ascendance» d'ETA sur Egunkaria, l'Ordonnance cite la nomination de Martxelo Otamendi comme directeur, ce qui obéissait à «un intérêt de la part d'ETA de donner une image de périodique éloignée de son idéologie».



Les 46.000 signatures

LES deux grandes manifestations de 2003 ont suffi à faire de Batera une référence qui compte en ce pays et qui regroupe derrière son nom un capital de sympathies et d'espoirs auquel peu de collectifs peuvent prétendre. A la fin de cette année là, Batera annonçait son intention de rentrer dans un nouveau cycle (analysant qu'on ne pouvait rester indéfiniment dans une dynamique de manifestations et d'actions simplement revendicatrices face à des pouvoirs publics qui jouaient la carte de l'immobilisme et de l'intransigeance la plus totale). Deux grands axes étaient alors validés par cette plateforme large: la mise en place d'une chambre agriculture du Pays Basque (correspondant pour la partie abertzale de Batera à notre idée de construction nationale) et l'impulsion de dynamiques pour aller vers une consultation référendaire de la population sur son avenir institutionnel (pour la partie abertzale de Batera, cela correspondait à notre vision de l'exercice du droit à l'autodétermination). Ces axes stratégiques allaient pouvoir s'appuyer sur l'énorme travail d'accumulation de forces et d'alliances réalisé de manière continue et grandissante au cours des années précédentes, avec l'expérience Pays Basque 2010 et celle du Schéma d'aménagement, les grandes mobilisations autour du département Pays Basque, les campagnes Deiadar, le travail autour de la revendication d'une Chambre d'agriculture spécifique etc...Et les différents acteurs de Batera étaient conscients que le nouveau cycle qui s'ouvrait là n'était pas une question de mois mais d'années, que ces décisions étaient lourdes de sens et de portée.

Le nouveau cycle en cours

Le chantier de la Chambre d'agriculture du Pays Basque a été lancé, avec l'adhésion populaire et l'enthousiasme que l'on sait. Rien n'est pourtant gagné, les attaques permanentes de l'Etat à son encontre et l'immensité du pari font qu'un travail énorme va devoir continuer à être engagé pour consolider chaque jour d'avantage cette première institution spécifique du Pays Basque Nord, véritable fer de lance de la plateforme Batera. Si Euskal Herriko Laborantza Ganbara échoue, c'est l'échec de tout Batera; si Euskal Herriko Laborantza Ganbara réussit, c'est une légitimité essentielle qui viendra revêtir le reste du travail de Batera. Le terrain de la question référendaire n'a pas été

Txetx

laissé totalement inoccupé, même si son investissement a été loin de connaître l'ampleur de celui de Laborantza Ganbara. Un travail de sensibilisation sur la nécessité d'une consultation populaire sur la question institutionnelle a été mené auprès de la population du Pays Basque Nord. Récemment, un référendum a été organisé auprès de la totalité des maires d'Iparaldea et leur participation

«... C'est maintenant qu'il nous faut prendre la décision de lancer ou non une telle campagne»

ya été largement majoritaire (80 %) malgré les appels au boycott faits par les grands élus adversaires du département Pays Basque (et qui révélaient là également leur opposition au fait même de demander son avis à la population sur la question, bref leur peur affichée de l'exercice démocratique en Pays Basque). Le résultat de ce référendum auprès des Maires, dans lequel le oui à une consultation de la population sur la question du département Pays Basque était majoritaire, donna une première légitimité démocratique à cette proposition.

Les 46.000 signatures

Aujourd'hui, un des pas suivants pouvant être effectué vers la mise en place concrète d'un tel référendum est la possibilité offerte par les derniers changements constitutionnels aux collectivités territoriales d'organiser un référendum sur des questions relevant de leur compétence. Sachant qu'un Conseil Général peut délibérer sur une demande de scission du département qu'il représente (la scission en question pouvant dès lors être concrétisée par simple décret), on peut donc trouver sans mal une formulation permettant à la question soumise au référendum de relever de la compétence du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques. Dès lors, il faut réunir les signatures d'un dixième des électeurs du département (46.000 donc pour les Pyrénées-Atlantiques) pour que soit inscrite à son ordre du jour l'organisation de ce

férendum.

Les difficultés que la démarche en question peut nous poser dans le contexte actuel sont renforcées dans notre cas spécifique: là où il faut ailleurs 10 % du corps électoral, il nous faudra en recueillir quand à nous 25 % car c'est presque seulement en Pays Basque Nord que nous pourrions les rassembler. Cet exercice de pétition ne peut se dérouler qu'avant les six mois précédant une échéance électorale. Or, comme 2007 et 2008 sont des années parsemées de scrutins en tous genres, la seule lucarne de tir qui nous reste avant la rentrée 2008 irait d'aujourd'hui à octobre 2006. En enlevant le délai nécessaire à un débat sur la nécessité et la possibilité de lancer une telle campagne, et celui que supposera sa préparation, il ne nous restera donc que quelques mois, mal placés dans l'année, pour réussir le pari. Dernier problème spécifique à notre calendrier, tout cela coïncidera avec un important travail de mobilisation populaire pour soutenir financièrement et politiquement Euskal Herriko Laborantza Ganbara, qui neutralisera évidemment pas mal des énergies de Batera.

Par contre, un élément d'importance peut venir dans les prochains mois contre balancer tous ces handicaps: un cessez-le-feu en Pays Basque Sud qui créerait un grand appel d'air et un climat propice à la mobilisation et qui mettrait à mal un des principaux prétextes du pouvoir français pour ne rien faire sur la question du département Pays Basque.

Le moment est venu de trancher

Dernier élément majeur d'une telle réflexion: c'est maintenant qu'il nous faut prendre la décision de lancer ou non une telle campagne de recueil des 46.000 signatures, le calendrier légal pour le faire allant bientôt se refermer pour longtemps.

Si des forces sont disponibles pour une telle bataille, je crois que quel qu'en soit le résultat, elles marqueront le débat politique d'Iparaldea, elles feront évoluer les consciences en profondeur et dans le bon sens et elles ouvriront un second front face à la pression que concentre aujourd'hui l'Etat sur Euskal Herriko Laborantza Ganbara. Et la lutte exemplaire de LEIA sur la 2X2 voies est là pour nous rappeler que la mobilisation populaire peut soulever des montagnes (ou empêcher de saccager des vallées).

(txetx@wanadoo.fr)

Sur votre agenda

Martxo:

- ✓ **Dimanche 5, 11h, BIARRITZE.** Mutxiko et autres danses basques avec l'harmonie municipale sur l'esplanade du Casino.
- ✓ **Lundi 6, BAIONA.** Inauguration du Théâtre rénové.
- ✓ **Du 7 au 11 mars, BIARRITZE.** Journées des femmes en lutte. **Mardi 7,**

20h: soirée film débat au cinéma le Royal: «Une chambre à elle: *entretiens*» avec Benoitte Goult, «La marche des femmes d'Hendaye en 1975» suivie d'un débat. **BAIONA Mercredi 8, 18h:** Rassemblement Place de la mairie suivie d'une action symbolique. **Samedi 11, 18h:** Forum des femmes en mouvement à la MVC du Polo Beyris.

■ **Lan eskaintza:** Aitzinetik eskertzen zaituztet ondoko lan eskaintza

Zabaltzeagatik ondoko egunetan. Seaska, Iparaldeko Ikastolen Elkartek, Bigarren mailako ikas-tetxeentzat, irakasleak bilatzen ditu, ordezketak segurtatzeko: Kanboko Xalbador eta Donaixtiko Erdozaintzi etxart kolegioentzat - Española : 16 ordu: oraindanic -> 2006ko maiatza arte Donaixtiko Erdozaintzi Etxart kolegioentzat:

- Euskara : 14 ordu: 2006eko martxotik -> 2006eko ekaina arte. Bete behar diren baldintzak: Irakasgaiari loturiko lizentzia; Euskaraduna; Esperientzia irakaskuntzan; Frantsesaren ezagutza on bat. Interesatuak direnek, idatz dezatela 2006eko martxoaren 8-a aintzin Seaskara. - motibapen gutun bat + CV bat igorri (ez ahanztu telefono zenbaki baten azaltzea). SEASKA - Central Forum, Pontots Bidea - 64100 BAIONA helbidera.

Sommaire

- Le Comité consultatif de l'Office public euskara 4 et 9
- Les chroniques d'Alda! 5 à 8
- Le procès de l'anti-terrorisme 10